DÉCISION DE LA COMMISSION

du 20 octobre 1980

relative aux contrôles sur place de l'application des plans nationaux d'éradication de la brucellose, de la tuberculose et de la leucose des bovins

(80/1025/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu l'article 10 de la directive 77/391/CEE, du 17 mai
1977, instaurant une action de la Communauté en vue
de l'éradication de la brucellose, de la tuberculose et
de la leucose des bovins ⁽¹⁾,considérant que, en vue notamment de l'amélioration
de la situation sanitaire du cheptel bovin de la
Communauté et en vue de faciliter les échanges de
bovins, le Conseil a instauré par sa directive 77/391/
CEE une action commune d'accélération ou d'intensi-
fication de l'éradication de la brucellose, de la tubercu-
lose et de la leucose ;considérant que, en application de l'article 13 de
ladite directive, le Conseil a fixé par sa directive 78/
52/CEE ⁽²⁾ les critères communautaires applicables
aux plans nationaux d'éradication accélérée de la
brucellose, de la tuberculose et de la leucose des
bovins ;considérant que, en application de l'article 9 de la
directive 77/391/CEE, ont fait l'objet d'une décision
d'approbation de la Commission les plans nationaux
d'éradication accélérée de la brucellose présentés par
le Royaume-Uni et de la leucose présentés par le
Danemark ⁽³⁾, de la brucellose et de la tuberculose
présentés par la France ⁽⁴⁾, de la brucellose et de la
tuberculose présentés par l'Irlande ⁽⁵⁾, de la leucose
présentés par la république fédérale d'Allemagne ⁽⁶⁾,
de la brucellose présentés par la Belgique ⁽⁷⁾, et de la
brucellose et de la tuberculose présentés par
l'Italie ⁽⁸⁾ ;considérant que l'article 10 de la directive 77/391/
CEE prévoit l'instauration de contrôles sur place régu-liers pour vérifier, du point de vue vétérinaire, l'appli-
cation des plans nationaux d'éradication ; que, aux fins
de l'application de cet article, il convient de fixer les
conditions d'exécution de ces contrôles sur place ;
qu'il est opportun d'informer le comité vétérinaire
permanent des résultats du contrôle sur place des
plans sur lesquels il a exprimé son avis ;considérant que les mesures prévues par la présente
décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire
permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

*Article premier*Les contrôles sur place en vue de vérifier, du point de
vue vétérinaire, l'application des plans nationaux d'éra-
dication de la brucellose, de la tuberculose et de la
leucose des bovins sont effectués dans chaque État
membre concerné pour la première fois avant le
31 décembre 1980 et ensuite annuellement.*Article 2*1. La Commission désigne dans chaque cas les
experts chargés d'effectuer les contrôles sur place visés
à l'article 1^{er}.2. Les États membres sont informés, dans les trente
jours précédents, de l'exécution d'une mission de
contrôle sur place afin d'être en mesure de lui fournir
l'assistance nécessaire prévue à l'article 10 de la direc-
tive 77/391/CEE.3. Aux fins d'exécution de ces contrôles sur place,
les experts désignés se rendent auprès des autorités
centrales ou régionales compétentes pour l'exécution
des plans nationaux. Ils peuvent également, en tant
que de besoin et sur leur demande, visiter tous chep-
tels, abattoirs, établissements d'équarrissage, labora-
toires ou tous autres lieux ou locaux concernés.⁽¹⁾ JO n° L 145 du 13. 6. 1977, p. 44.⁽²⁾ JO n° L 15 du 19. 1. 1978, p. 34.⁽³⁾ JO n° L 152 du 8. 6. 1978, pp. 22 et 23 (décisions 78/480/
CEE et 78/481/CEE).⁽⁴⁾ JO n° L 164 du 21. 6. 1978, p. 22 (décision 78/539/CEE).⁽⁵⁾ JO n° L 227 du 18. 8. 1978, p. 28 (décision 78/682/CEE).⁽⁶⁾ JO n° L 13 du 19. 1. 1979, p. 63 (décision 79/48/CEE).⁽⁷⁾ JO n° L 17 du 24. 1. 1979, p. 16 (décision 79/75/CEE).⁽⁸⁾ JO n° L 29 du 6. 2. 1980, p. 27 (décision 80/122/CEE).

Article 3

Fait à Bruxelles, le 20 octobre 1980.

Le rapport établi à la suite des contrôles sur place visés à l'article 1^{er} est communiqué au comité vétérinaire permanent.

Article 4

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Par la Commission

Finn GUNDELACH

Vice-président